

Le tournant de l'Europe

Rosa Martínez Rodríguez

Yolanda Díaz

Après avoir répondu avec solidarité aux multiples crises de ces dernières années, l'Europe se trouve désormais à la croisée des chemins entre un retour à l'ancien régime d'austérité et une Union fondée sur une action climatique ambitieuse et une protection sociale solide. Confrontés à une résurgence conservatrice à l'approche des élections européennes de 2024, les Verts et les progressistes doivent unir leurs forces et faire preuve d'imagination, affirme la leader de Sumar, Yolanda Díaz.

Rosa Martínez Rodríguez : L'Union européenne a construit ses institutions communes sur le consensus néolibéral selon lequel les marchés connaissent le mieux, et le travail de l'État est pour permettre leur fonctionnement. Aujourd'hui, ce consensus s'effondre partout dans le monde. Qu'est-ce que cela signifie pour l'Europe ?

Yolanda Díaz : L'accord sur le plan de relance européen pendant la pandémie a constitué un tournant vraiment important, non pas à cause de son budget – qui n'était en aucun cas négligeable – ni à cause de son contenu mais plutôt en raison de ses principes sous-jacents. L'accord a démontré qu'il existait une autre manière de faire les choses, qu'il était possible de changer l'approche économique de la politique européenne, que beaucoup croyaient jusqu'alors contrainte par les forces du marché.

Aujourd'hui, plus de trois ans plus tard, le projet européen se trouve à un autre carrefour historique, avec deux voies possibles. La première est la reconfiguration néolibérale, qui consiste essentiellement à sauvegarder les privilèges des classes supérieures européennes. Cette première voie garantira la répétition des erreurs commises à Maastricht et à Lisbonne et nous ramènera à des règles budgétaires obsolètes, incapables de répondre aux défis actuels et inaptés à assurer une transition numérique et écologique équitable. C'est également la voie vers un Pacte sur la migration et l'asile, qui renforce le modèle actuel, externalisé et sécuritaire, qui a transformé la mer Méditerranée en un charnier.

La deuxième voie vise à protéger la majorité des Européens et à faire face à la crise climatique. C'est la voie que j'ai évoquée plus haut, celle d'une Europe qui, après la gestion lamentable de la crise économique de 2008, a réussi à protéger les travailleurs pendant la pandémie. C'est la voie des fonds de relance qui, malgré ses limites, a montré que nous pouvons faire tout ce qu'on nous disait impossible depuis des décennies.

Suivant l'idée de Jean Monnet selon laquelle l'Europe se construit dans la crise, nous devrions nous appuyer sur ce tournant intervenu en réponse à la crise du coronavirus. Nous devrions passer de la réparation à la préparation, comme dirait [l'économiste] Mariana Mazzucato. Abandonnez une fois pour toutes les politiques d'austérité vouées à l'échec et concentrez-vous sur l'intégration de plans d'investissement public, de mesures de relance budgétaire et d'outils éprouvés tels que le mécanisme SURE [pour sauvegarder l'emploi dans les situations d'urgence]. Nous devons entretenir ces lueurs d'illumination que nous avons vues pendant la pandémie et en faire les règles du jeu permanentes et fiables.

**Quelle est la place de la transition verte dans cette deuxième voie que vous décrivez ?
La politique climatique peut-elle contribuer à rendre l'Europe plus sociale et à réduire les inégalités ?**

Pour emprunter cette voie positive, il est essentiel que l'UE devienne une superpuissance dans la lutte contre le changement climatique. À l'heure du réalignement mondial, dans lequel l'Europe n'a pas encore trouvé un profil véritablement autonome, ce rôle est essentiel.

Grâce à son pouvoir juridique, à sa défense de la diplomatie climatique, à sa taille et à d'autres facteurs, l'UE est capable d'être le moteur d'une planification écologique démocratiquement et socialement responsable à l'échelle mondiale, un exemple de politique climatique pour le reste du monde. Monde à suivre.

Au cours des derniers mois, nous avons assisté à une tentative inquiétante de démanteler le Green Deal européen. On l'a vu avec la loi Restauration de la nature et avec les déclarations d'Ursula von der Leyen et d'Emmanuel Macron, qui appellent à un ralentissement de l'agenda vert européen.

Face à cette alliance de négationnistes et de retardataires du climat, nous devons dire haut et fort qu'il est plus urgent que jamais d'atteindre les objectifs climatiques. Un Green Deal européen élargi, avec une ambition renouvelée et un calendrier plus agressif, doit être notre principal objectif politique au cours de la prochaine décennie. Il n'y a pas de temps à perdre.

C'est pourquoi nous devons élargir le programme Fit for 55 et renforcer les mécanismes sociaux du Green Deal, tels que le Fonds pour une transition juste et le Fonds social pour le climat. Cela garantira que le fardeau de la lutte contre l'urgence climatique ne repose pas sur les épaules des travailleurs mais sur ceux qui polluent le plus. Nous devons également créer de nouveaux outils tels qu'un mécanisme climatique SURE pour protéger les travailleurs tout au long de la transition et garantir qu'elle n'ait pas d'impact négatif sur l'emploi.

La politique industrielle revient à la mode, également au niveau européen. Mais peut-il être poursuivi d'une manière qui accroît le contrôle démocratique sur l'économie, au lieu de socialiser les risques et de privatiser les profits ?

L'Europe et ses États membres ont besoin d'une politique industrielle active et d'une planification industrielle verte. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une meilleure et plus grande planification pour réduire l'incertitude qui caractérise l'air du temps actuel.

La politique industrielle a fait son retour, mais elle ne peut pas être la même qu'avant. Nous avons besoin d'une transformation structurelle à long terme de notre modèle de production.

Nous avons besoin d'une planification industrielle verte pour contribuer à un changement de paradigme économique dans l'UE en poursuivant un programme véritablement progressiste pour les travailleurs. En outre, nous avons besoin d'un processus de réindustrialisation verte qui place les droits des travailleurs au centre et conditionne les aides publiques aux entreprises à leur contribution significative à une transition écologique et numérique équitable. Le dernier de ces points est de la plus haute importance. [Le sénateur progressiste américain] Bernie Sanders a conditionné son soutien à la loi américaine CHIPS Act au respect par les entreprises d'une série de critères bénéficiant aux travailleurs. Cela est possible et il est essentiel que nous le fassions.

Pour cette raison, la planification industrielle verte signifie également une transition équitable qui place les travailleurs au premier plan en créant de nouveaux emplois et en améliorant les salaires. Cette idée était au premier plan de notre manifeste électoral pour les élections espagnoles de juillet : nous avons parlé d'un plan national de transformation énergétique qui prévoyait la réhabilitation de 500 000 logements par an, l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables et faire de l'Espagne un précurseur en matière de mobilité électrique.

Cela est également lié à la nécessité d'accroître l'autonomie stratégique qui serve les citoyens européens et non les intérêts financiers des fabricants d'armes. Nous avons besoin de nos propres industries pour pouvoir prendre des décisions qui ne nécessitent pas la bénédiction de pays tiers. Nous avons besoin de nos propres industries pour que l'Europe

puisse avoir sa propre voix et jouer un rôle indépendant dans le contexte actuel d'incertitude géopolitique.

Ces dernières années, l'Europe a créé un espace permettant aux États membres d'investir davantage. L'Espagne a joué un rôle clé, créant des coalitions pour des politiques telles que les emprunts conjoints et la taxe sur les bénéfices énergétiques exceptionnels. Selon vous, quelle est l'interaction entre les gouvernements progressistes au niveau des États membres et les dirigeants progressistes au niveau européen ? Et l'Espagne peut-elle encore jouer ce rôle ?

Le rôle de l'Espagne en Europe a beaucoup changé au cours de la dernière législature. Il y a dix ans, Luis de Guindos, le ministre de l'Economie de Mariano Rajoy, se vantait auprès de l'Eurogroupe que sa contre-réforme du droit du travail était « extrêmement agressive ». Aujourd'hui, notre réforme du travail montre à toute l'Europe que les choses peuvent être faites différemment. Il y a dix ans, l'Espagne se trouvait aux marges d'une Europe en proie à l'austérité. Aujourd'hui, nous coordonnons des initiatives extrêmement ambitieuses et réussies au niveau européen, telles que les directives sur le salaire minimum et la transparence des salaires.

C'est une fierté de voir les anciens « PIIGS », et l'Europe du Sud dans son ensemble, jouer un rôle pionnier et historique de leadership à l'heure de la reconfiguration du projet européen.

Je suis convaincu que nous pouvons continuer à jouer ce rôle si nous continuons à être ambitieux et innovants, et si nous comprenons ce moment non pas comme un moment de consolidation mais de progrès. Le choix est entre faire de petits pas en avant ou de grands pas en arrière.

« L'Europe est un pacte intergouvernemental qui doit devenir un projet démocratique, social et fédéral », écriviez-vous en début d'année. Pourquoi l'Europe doit-elle franchir cette prochaine étape ? Et cet horizon est-il réaliste en l'état ?

Eh bien, le programme international de Sumar [le parti progressiste de gauche fondé et dirigé par Díaz] avait trois objectifs principaux : trouver une issue démocratique à la grande crise éco-sociale ; reconstruire la démocratie en Europe en renforçant le multilatéralisme et le droit international ; et évoluer vers une Europe socialement plus solide. Ce dernier objectif est un préalable aux deux premiers et nous devons être ambitieux.

Nous avons parlé d'aller au-delà du Pacte de stabilité et de croissance – volet obsolète du traité de Maastricht – en faisant de la lutte contre l'urgence climatique l'un des objectifs de la Banque centrale européenne. Cela pourrait prendre de nombreuses formes, notamment le remplacement du mécanisme européen de stabilité par une Agence européenne de la dette ;

évoluer vers une politique fiscale redistributive et intégrée qui évite le dumping social entre les États membres ; codifier légalement le socle européen des droits sociaux ou le protocole de progrès social ; et démocratiser le cadre institutionnel de l'Union. Un dernier point sur des horizons réalistes. En 1949, alors que se construisaient les États-providence d'après-guerre, [l'économiste et philosophe politique] Friedrich Hayek a écrit un essai intitulé « Les intellectuels et le socialisme », dans lequel il affirmait que, face à la victoire du keynésianisme, les libéraux de marché avaient besoin d'un nouveau modèle radical. vision utopique. Trente ans plus tard, bon nombre des opinions de Hayek étaient devenues dominantes. Je pense que nous devrions tirer les leçons du succès du néolibéralisme. Nous avons besoin d'horizons de transformation, car si nous faisons des efforts, si nous développons notre imagination, nous pouvons aller bien plus loin que nous ne le pensons.

Les progressistes ne sont pas les seuls à avoir une vision pour l'Europe.

Étonnamment, l'extrême droite est plus transnationale que jamais. Selon vous, quel est le choix qui s'offre à nous ? Quelle est leur Europe et quelle est la nôtre ?

Eh bien, je pense que nous avons beaucoup à apprendre de cela. Malgré ses nombreuses différences internes, l'extrême droite a réussi, tant en Europe que dans le reste du monde, à construire un réseau transnational et à se présenter comme un acteur politique unifié et coordonné. Je pense que les progressistes doivent faire de même. C'est pourquoi, dans l'esprit de [le théoricien marxiste Antonio] Gramsci, je parle toujours de construire un bloc historique progressiste, un bloc historique vert : une alliance large et diversifiée qui va au-delà de la politique électorale ; celui qui intègre des forces politiques de différentes traditions aux côtés de mouvements sociaux, intellectuels et institutionnels. Cela peut même inclure des secteurs qui faisaient jusqu'à présent partie du modèle néolibéral. Pour relever de grands défis, nous avons besoin de grandes alliances. Les gens ne veulent pas que nous soyons tous pareils, que nous arrêtions de penser de manière indépendante : ils veulent que nous unissions nos forces, que nous avancions ensemble et améliorions la vie quotidienne des gens. C'est la vision innovante de Sumar pour l'Espagne, et nous voulons maintenant qu'elle soit notre contribution sur la scène européenne.